

ÉDUCATION *Une table ronde à Matignon en octobre*

Raffarin veut s'appropriier la réforme de l'école

Marielle Court

La deuxième phase de préparation de la loi sur l'école est engagée. Une loi demandée par Jacques Chirac et dont on ne sait très bien qui du premier ministre Jean-Pierre Raffarin ou du ministre de l'Éducation, François Fillon, entend en porter la paternité.

C'est en effet le premier ministre qui a installé à l'automne 2003 la commission présidée par Claude Thélot et, de la même manière, a réceptionné mardi dernier le rapport élaboré par ladite commission. Un petit livre jaune de 160 pages qui donne en huit chapitres des pistes de réformes destinées à permettre « *la réussite de tous les élèves* », comme inscrit sur la couverture (*nos éditions du 12 octobre*). C'est encore Jean-Pierre Raffarin qui, après avoir présenté ce qui ressemble à une feuille de route pour son ministre, va organiser « *avant la fin du mois d'octobre* » une grande table ronde sur l'école avec les organisations syndi-

cales et les associations de parents d'élèves. Et c'est toujours le locataire de Matignon qui a décidé de faire de l'école un des trois volets « *fondamentaux* » de son « *contrat France 2005* ».

Mais c'est François Fillon qui, de son côté, a d'ores et déjà annoncé un projet de loi pour la mi-novembre et qui entame dès la semaine prochaine des consultations destinées tant à l'éclairer sur le regard porté sur le rapport Thélot qu'à lui permettre d'élaborer son projet. François Fillon a ainsi prévu de recevoir tout à la fois des intellectuels et des gens de terrain. Une série de déjeuners sont prévus avec des professeurs des écoles, des enseignants de zones d'éducation prioritaires (ZEP), des professeurs de lycée, des inspecteurs, de tous âges et de toutes régions.

A Matignon ou Rue de Grenelle personne ne veut évidemment analyser cette double approche comme une démarche parallèle mais bien commune. « *Un gouvernement, c'est comme une équipe de foot, c'est un jeu collectif* », explique-t-on dans l'entourage de Jean-Pierre Raffarin. Même son de cloche

dans la maison d'en face où l'on juge absolument évident le rôle du premier ministre sur un projet aussi important.

Mais les petites piques ne sont pas totalement absentes : si l'on juge à Matignon que le ministre de l'Éducation a repoussé un peu hâtivement certaines propositions du rapport Thélot – notamment celle visant à augmenter le temps de présence des enseignants –, la Rue de Grenelle s'étonne que l'entourage du premier ministre confonde parfois « *autorité et autoritarisme* ». Surtout, on se soupçonne mutuellement de ne pas vouloir aller suffisamment loin dans la rédaction de cette future loi.

Seule satisfaction largement partagée : la scission des partenaires de l'Éducation qui a resurgi après deux ans d'un front uni entre ceux qui, sur la base du rapport Thélot, s'affichent dans le camp des réformistes (Unsa, et Sgen-CFDT côté enseignant et associations de parents d'élèves) et les opposants (FSU, Snaic). De quoi alimenter une concertation qui, pour l'heure, devrait être menée aussi bien à Matignon qu'à l'Éducation.

Le Figaro
14.10.2004